

EDITORIAL¹

Vol. 7, N. 17, mai/août, 2020

C'est avec une grande satisfaction que nous poursuivons la septième année de la *Revista Culturas Jurídicas*, publiée par le *Programa de Pós-Graduação em Direito Constitucional da Universidade Federal Fluminense* (PPGDC/UFF). Le **volume 7** apporte le **numéro 17**, dont la ligne éditoriale est "**La démocratie dans les cultures juridiques: entre nouveaux et anciens défis**". Le numéro 17 a d'importantes contributions d'auteurs brésiliens et étrangers, afin d'apporter un contenu d'intérêt à la communauté universitaire et de maintenir le niveau d'excellence et d'internationalisation déjà atteint dans les éditions précédentes, ce qui confère à la revue la catégorie **Qualis A2**, attribuée par CAPES (*Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior*).

Dans cette édition, une approche de la démocratie sous ses différents aspects a été recherchée, en apportant des débats et des réflexions sur les risques et les problèmes rencontrés dans les différentes cultures juridiques. Pour cela, ils sont abordés depuis des questions essentielles - telles que la légitimité, les perturbations et les droits des différentes nations qui intègrent un certain peuple - aux questions typiques de l'époque contemporaine - notamment celles liées à l'utilisation d'Internet, des réseaux sociaux et du *Big Data*.

Les travaux publiés dans la section articles proposent des réflexions, des discussions et des thèmes qui, dans une certaine mesure/invariablement, touchent l'axe à partir duquel ce nombre est structuré: la démocratie dans les cultures juridiques. Cependant, la démocratie s'entend ici en plus de l'exercice formel du vote qui se limite au pouvoir épisodique d'élection des représentants par les gouvernés. Il s'agit de la démocratie en tant qu'engagement et de la réalisation de la protection des droits de l'homme dans l'égalité matérielle et la participation effective depuis un lieu d'exercice non exclusif ou exclusif de l'autonomie. Dans ce scénario, les défis se multiplient: nouveaux et anciens.

Le premier bloc d'articles apporte des sujets connus du régime démocratique, tels que la responsabilité juridique, la légitimité et les impacts du système capitaliste, qui renvoient au débat animé par un événement. De même, il présente des groupes sociaux systématiquement exclus et donc exclus de la pleine expérience démocratique. C'est le cas, par exemple, des peuples indigènes, des quilombos restants et des communautés traditionnelles qui

¹ Le texte a été traduit de l'original en portugais vers le français par Karina Abreu Freire, master en Droit Constitutionnel au Programme de Troisième Cycle en Droit Constitutionnel de l'Université Fédérale Fluminense (PPGDC/UFF).

apparaissent sur les pages de ce numéro et exposent le vieux défi de l'égalité matérielle pour que chacun puisse participer à cet espace, en ayant ses droits garantis et appliqués.

Le deuxième bloc d'articles traite des nouveaux défis des démocraties liés à la révolution technologique et au développement informationnel, dont l'influence s'étend au domaine politique et juridique. Dans ce bloc se trouvent des articles qui traitent donc d'Internet, des algorithmes, de la protection des données, des milices numériques et, également, de son interface avec les droits. On nous dit des défis parce qu'ils sont liés à des phénomènes contemporains et ne sont vécus que récemment par les cultures juridiques démocratiques.

Le **premier article** de l'édition est rédigé par Ranieri Lima Resende, Docteur en Droit de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), avec un stage postdoctoral en tant que chercheur invité au *Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht - MPIL* (Heidelberg, Allemagne). Intitulé «**Impeachment et Responsabilité Juridique: notes théoriques et historiques de la Common Law**», l'article aborde les bases théoriques et historiques du *impeachment*, afin de l'analyser comme une forme de mécanisme de contrôle institutionnel des agents politiques.

Le **deuxième article** a pour auteurs Heleno Florindo da Silva et Daury Cesar Fabríz. Heleno Florindo da Silva est doctorant en Droits et Garanties Fondamentaux de la Faculté de Droit de Vitória (FDV, ES) et spécialiste en Droit Public du Centre Universitaire de Newton Paiva et Daury Cesar Fabríz est maître et docteur en Droit de l'Université Fédérale de Minas Gerais (UFMG), en plus du coordinateur du Programme d'Études Supérieures Stritu Sensu en Droits et Garanties Fondamentaux (Master et Doctorat) à la Faculté de Droit de Vitória (FDV, ES). Sous le titre «**Devoirs fondamentaux et désobéissance civile dans les démocraties de très faible intensité - approximations et distances par rapport à l'illégitimité d'un gouvernement**», les auteurs travaillent sur la désobéissance civile en tant que devoir fondamental vis-à-vis des gouvernements illégitimes, qui ont tendance à se produire dans des contextes de distance entre la société civile et ses gouverneurs.

Le **troisième travail** qui compose l'édition s'intitule «**Migration, droit et capitalisme**» et analyse la question migratoire sous l'angle du mode de production capitaliste. Avec un objectif critique et à partir de l'interface du Droit et des Relations Internationales, l'objectif est également de comprendre la nouvelle loi sur la migration au Brésil, ainsi que sa place dans le système mondial. L'article est écrit par Vanessa Berner et Luiz Felipe Brandão Osorio. Vanessa Berner est Docteur en Droit de l'Université Fédérale du Minas Gerais (UFMG) et professeur à la Faculté Nationale de Droit (UFRJ). Luiz Felipe Osorio est Docteur

en Économie Politique Internationale de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et professeur adjoint de Droit et de Relations Internationales à l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ).

La **quatrième contribution** est le résultat de la co-rédaction de Fernanda Frizzo Bragato, Marco Antônio Delfino de Almeida et Jocelyn Getgen Kestenbaum, avec le texte **«Peuples indigènes, génocide et pandémie au Brésil»**. Fernanda Frizzo Bragato est docteur en Droit de l'Université de Vale do Rio dos Sinos (UNISINOS, RS), post-doctorat à la Birkbeck Law School (Angleterre) et coordinatrice de PPGD-UNISINOS. Marco Antônio Delfino de Almeida est docteur en histoire et maître en anthropologie de l'Université Fédérale de Grande Dourados (UFGD - MS) et procureur de la république (MPF). Jocelyn Getgen Kestenbaum est docteur en Droit de la Cornell Law School (États-Unis) et professeur à la Cardozo Law School (New York, États-Unis), ainsi que directeur de la Benjamin N. Ferencz pour la Prévention de l'Holocauste et des Atrocités, et directeur de Cardozo Law Institut sur l'Holocauste et les droits de l'homme. L'article vise à examiner comment la condition de vulnérabilité à la destruction de certaines communautés indigènes au Brésil, lors de la pandémie COVID-19, peut être comprise comme le résultat d'une politique étatique considérée comme génocidaire par les auteurs, compte tenu de ses caractéristiques particulières.

Le **cinquième article** a été rédigé par Isabella Madruga da Cunha et Thais Giselle Diniz dos Santos et s'intitule **«Droits territoriaux au Brésil: analyse interdisciplinaire d'une catégorie juridique autonome»**. Isabella Madruga da Cunha est titulaire d'une maîtrise en Environnement et Développement de l'Université Fédérale du Paraná (UFPR), en plus d'être avocate et enseignante. Thais Giselle Diniz dos Santos est docteur en Droit de l'Université Fédérale du Paraná (UFPR). Dans leur article, les auteurs traitent des droits territoriaux comme une catégorie autonome, de nature publique et d'intérêt social pertinent, en recherchant une approche théorique interdisciplinaire et vérifiant les sujets de droit, notamment les peuples et communautés traditionnels.

Le **sixième article** est rédigé par Adriana Biller Aparicio, titulaire d'un doctorat en Droit de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC) et professeur à l'Université d'État de Maringá (UEM, PR). Intitulé **«Droits territoriaux indigènes: de la modernité hispanique au pluralisme juridique»**, l'article cherche à théoriser les droits territoriaux indigènes dans le cadre du pluralisme juridique, en abordant de sa construction jusqu'aux nouveaux droits indigènes introduits par la Constitution de 1988, en plus de la politique indigène brésilien de la Première République.

Le **septième travail** est de Antonio Carlos Wolkmer et Julio Cesar Lopes. Intitulé «**Pluralisme juridique insurgé et contre-hégémonie des peuples restants de quilombo**». Antonio Carlos Wolkmer est docteur en Droit et professeur aux Programmes d'Études Supérieures en Droit à UNILASALE-RS (Master et Doctorat), à l'UNESC-SC, où il coordonne sa maîtrise en droits de l'homme et le groupe d'étude NUPEC, et à l'UFSC (employé retraité à temps plein). Júlio César Lopes est titulaire d'une maîtrise en Droits de l'Homme et Société et est membre du groupe de recherche NUPEC de l'UNESC-SC, ainsi que professeur au cours de droit à l'UNESC - Universidade do Extremo Sul Catarinense. La recherche vise à comprendre la pluralité normative insurgée comme une praxis constante et contre-hégémonique de cinq siècles de la population noire.

Le **huitième article** est le résultat du travail de Rodrigo de Medeiros Silva, doctorant en Droit et Société à l'Université La Salle - RS, et Diógenes Vicente Hassan Ribeiro, PhD en Droit Public à l'Université de Vale do Rio dos Sinos (UNISINOS - RS), avec stage postdoctoral au CES - Centre d'études sociales / FEUC / Université de Coimbra, Portugal. Sous le titre «**Juger l'autre: le préjudice au projet de vie des communautés traditionnelles et originales comme défi de compétence**», le travail cherche à discuter des défis de juger une réparation équitable quand il y a une réalité différente dans le qui concerne les valeurs et les cultures, en adoptant comme point central l'idée de justice face aux différences subjectives et sociales, ainsi que les limites et les possibilités du Pouvoir Judiciaire d'atteindre ses objectifs en la matière.

Le **neuvième article** qui compose l'édition est intitulé «**Les structures juridiques de l'Espoliation: un cas de réforme structurelle au Mexique**», sous la direction de Aleida Hernández Cervantes, maître et docteur en Droit de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) et chercheur au Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades (CEIICH) à l'UNAM, Mexique. Le texte a été traduit par Flaiza Sampaio, étudiante en Master à PPGDC-UFF. L'ouvrage cherche à analyser la nouvelle configuration juridique qui se présente, en générant de nouvelles formes juridiques de spoliation. L'accent est mis sur la démonstration de la relation entre le pouvoir économique, politique et la production normative conçue pour assurer certains intérêts. L'article vise à établir les fonctionnalités de chaque changement dans l'État et dans le contexte de la mondialisation, à partir d'une analyse de la réforme structurelle à l'institut d'expropriation au Mexique.

Le **dixième travail** présenté est le résultat de la recherche de Von Matthias C. Kettmann, docteur en Droit de l'Universität Graz (Allemagne) et chercheur principal au Leibniz Institute for Media Research / Hans-Bredow-Institut (HBI), Allemagne. L'article,

intitulé «**L'ordre normatif de l'internet**», aborde l'ordre normatif qui régit l'utilisation d'Internet dans ses différentes sphères (régionale, nationale et internationale) et types (création privée et publique), en plus de vérifier les relations de légitimité qui sont capables de produire le résultat normatif. Le texte a été traduit de l'original en anglais en portugais par Renato Barcellos et Thaiana Nogueira, tous deux maîtres en Droit au PPGDC et rédacteurs assistants au RCJ.

Le **onzième article** est intitulé «**Big Data, protection des données et transparence: défis pour la consolidation de la confiance et la garantie des droits des citoyens**» et se concentre sur les défis de la consolidation des droits des citoyens dans le contexte du *Big Data*, notamment en matière de transparence. La recherche est rédigée par Juliano Napoleão Barros, maître et docteur en Droit de l'Université Fédérale du Minas Gerais (UFMG) et professeur de philosophie du Droit, des droits de l'homme et de la méthodologie de la recherche scientifique pour les étudiants de premier cycle et d'études supérieures en Droit à la UniSALESIANO / Lins.

Intitulé «**Démocratie algorithmique: l'avenir de la démocratie et la lutte contre les milices numériques au Brésil**», le **douzième article** de l'édition a été rédigé par Edilene Lobo, José Luis Bolzan de Moraes et David Nemer. Edilene Lobo est docteur en Droit et professeur au PPGD à l'Université d'Itaúna, MG. José Luis Bolzan de Moraes est docteur en Droit de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC) et de l'Université de Montpellier I (France), et professeur au PPGD à la Faculté de Droit de Vitória (FDV), ES. David Nemer est professeur au Département de *Media Studies* de l'Université de Virginie, États-Unis, et auteur du livre "Favela Digital: l'autre côté de la technologie". Les auteurs étudient l'utilisation de formules algorithmiques pour analyser les données extraites des réseaux sociaux pour induire des choix politiques et leurs réflexes pour la démocratie, en réduisant ainsi le débat sur les idées qui forment la libre pensée.

En tant que **treizième article**, l'ouvrage «**Constituer par la parole: notes sur la liberté d'expression, de performativité et de discours de haine**» est présenté. L'auteur, Francisco de Castilho Prates, est titulaire d'un doctorat en Droit de la Faculté de Droit de l'UFMG et est professeur adjoint au Département de Droit Public de la Faculté de Droit de l'UFMG. Le travail vise à aborder le discours de haine, en démontrant que la distinction entre parler et agir dans ce contexte ne tient pas compte de certains impacts sur les personnes touchées par un tel discours. L'article discute cette distinction pour affirmer la nécessité d'une revue épistémologique.

Le **quatorzième article** qui compose cette édition est intitulé «**Le rôle institutionnel de la Cour Suprême Brésilienne dans l'État démocratique de Droit: Analyse de l'Action Directe d'Inconstitutionnalité n° 4.439/DF**» et a été rédigé par Ana Luiza Pinto Coelho Marques, Marcelo Andrade Cattoni de Oliveira et Dierle Nunes. Ana Luiza Marques est titulaire d'une maîtrise en Droit de l'Université Fédérale du Minas Gerais (UFMG) et membre du groupe de recherche sur le Processus Constitutionnel Démocratique et les Réformes Procédurales. Marcelo Andrade Cattoni de Oliveira est professeur de Droit Constitutionnel à la faculté de Droit de l'Université Fédérale du Minas Gerais (UFMG) et docteur en Droit du Programme d'Études Supérieures en Droit de la Faculté de Droit de l'UFMG. Dierle Nunes est professeur assistant à la PUC-Minas et à l'Université Fédérale de Minas Gerais (UFMG), ainsi que Docteur en Droit Procédural (PUC-Minas / *Università Degli Studi di Roma «La Sapienza»*, Italie). Dans leur article, les auteurs cherchent à vérifier la Action Directe d'Inconstitutionnalité n ° 4.439 / DF, qui traite de l'enseignement religieux dans les écoles publiques, afin de comprendre les nuances concernant l'accomplissement du rôle institutionnel de la Cour Suprême Brésilienne dans le État Démocratique. Pour l'analyse, la perspective procéduraliste du droit est adoptée à travers de la Théorie Discursive de Jürgen Habermas.

Le **quinzième et dernier article** de cette édition a été rédigé par Valéria Silva Galdino Cardin, docteur en Droit des Relations Sociales à l'Université Pontificale Catholique de São Paulo (PUC-SP), avec un stage postdoctoral à l'Université de Lisbonne (Portugal), avec Raissa Arantes Tobbin, étudiante à la maîtrise en Sciences Juridiques au Centro Universitário de Maringá (UNICESUMAR, PR). Sous le titre «**La discussion sur la constitutionnalité de l'enseignement à domicile et les risques de cette tendance vers les groupes vulnérables au Brésil**», la recherche cherche à analyser la constitutionnalité de l'enseignement à domicile à la lumière de la Constitution de 1988, en examinant les risques de cette tendance vers les groupes vulnérables.

De tous les travaux présentés, nous espérons que cette édition contribuera à la communauté de recherche et académique largement considérée et nous remercions tous les auteurs et évaluateurs, qui ont consacré leur temps à collaborer avec des publications qui élèvent le niveau recherché par la RCJ. Enfin, nous soulignons que la RCJ reste à bras ouverts pour recevoir de nouvelles contributions et, ainsi, pour poursuivre le travail accompli ces dernières années.

Prof. Dr. Enzo Bello

(Rédacteur en chef du RCJ)

Étudiante en Master Bruna Jakobi

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Giuliana Casazza

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Maîtresse Karina Freire

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Lilian Nascimento

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Maîtresse Maria Clara Conde Moraes Cosati

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Maître Renato Barcellos

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiant en Master Rodolfo Bastos Combat

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Samara Rebeca de O. Costa

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Victoria L. de C. e Gonçalves

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Maîtresse Thaiana Conrado Nogueira

(Rédacteur Assistant du RCJ)